

Invasion acridienne

La nation en guerre

La Mauritanie fait depuis deux mois face à une situation alarmante d'invasion de criquets pèlerins qui infectent pratiquement toutes les zones de pâturages et de cultures du pays. Le Centre de Lutte Antiacridienne qui essaie de contenir la situation est débordé. Il manque cruellement de moyens logistiques et de produits de désinfection. L'assistance de la communauté internationale se fait attendre et la mobilisation (louable) de certains pays voisins sont en deçà des besoins attendus. La FAO malgré les moyens financiers et matériels qu'elle a déjà fournis en plus de ceux en perspective, juge la situation encore préoccupante et a mis sur pied une cellule d'urgence pour faciliter l'acheminement d'éventuelles contributions dont pourrait bénéficier le pays.

Sur le terrain, la situation est grave au niveau de toute la bande sahélienne, où selon les experts du centre de lutte antiacridienne et le représentant de la FAO, l'on constate l'apparition des premiers essaims issus de la première génération de ponte. Ce qui complique davantage la tâche des différentes équipes, car les nouvelles éclosions nécessitent de moyens supplémentaires. Toute la bande sud-est du pays est globalement infectée, à tous les stades de développement. C'est ce qui ressort du dernier bulletin d'information décadaire sur l'évolution de la situation à travers le pays. Les premiers dégâts ont été enregistrés aussi bien sur les cultures que sur les pâturages. Mais la lourdeur administrative et le manque de moyens logistiques risquent de compromettre les efforts des équipes sur le terrain et par conséquent d'avoir des répercussions graves sur les cultures, sur lesquelles risquent de se rabattre les criquets, une fois les pâturages dévastés. L'assistance étrangère

se fait attendre, et les moyens aériens et autres accessoires mis à la disposition du pays par certains voisins à travers la coopération bilatérale et multilatérale est insuffisante. Les trois avions (PA) octroyés par le Maroc sont d'un apport limité, leur capacité d'autonomie (de rotation) étant très faible (environ 300 hectares).

Selon les experts du centre national de lutte antiacridienne, la catastrophe qui guette est la conséquence de l'hivernage 2003 au cours duquel des essaims avaient subsisté, qui se sont développés au cours de cette année. Dès septembre 2003, une recrudescence des criquets pèlerins avait été signalée en Mauritanie et le système d'alarme précoce mis en état de veille. Mais le laxisme des autorités et le manque d'enthousiasme affiché par la communauté internationale pour débloquer les 9 millions de dollars jugés nécessaires pour la prévention du fléau au niveau

Suite en page 3

La nation en guerre

Suite de Une

des 9 pays de la région dite occidentale, dont la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, le Tchad, le Niger... ont suffi pour que les pays touchés se retrouvent dans la situation actuelle. Et puisque mieux vaut toujours prévenir que guérir, la somme nécessaire pour pallier ce drame se chiffre aujourd'hui à 100 millions de dollars, selon les prévisions de la FAO lors de sa réunion avec ses partenaires à Londres au mois de février dernier. En 1987-88 lors de la grande invasion, la communauté internationale avait débloqué 360 millions de dollars pour lutter contre ce mal: un chiffre qui risque d'être atteint, s'il n'est pas dépassé, vu la situation sur le terrain jugée dramatique par les responsables de la FAO et du centre de lutte antiacridienne.

"Triste privilège"

Parmi les pays sahéliens touchés par le fléau, la Mauritanie semble être le pays le mieux imprégné pour la lutte antiacridienne. Un privilège certes triste, mais un privilège, tout de même, que lui confère sa situation d'un pays qui a le plus connu d'invasions et par conséquent ayant acquis une certaine expérience dans le domaine. Mais l'expérience à elle seule ne suffit guère pour faire face au fléau. Les autorités malgré leur détermination et les efforts déployés ont du mal à venir au bout de ces pèlerins qui donnent le frisson à tous ceux qu'ils visitent. Les équipes sur le terrain disposent de moyens très limités aussi bien en matériels de transports, de moyens humains et de communication qu'en pesticides (voir encadré). La mobilisation d'une unité de l'armée et d'un avion défender militaire n'a pas beaucoup influé sur la situation. Le rôle de l'armée, qui ne dispose pas d'éléments spécialisés dans le domaine et qui manque cruellement de moyens, en plus de la réticence (supposée) des autorités à engager les hommes en uniforme dans ce genre de combat en pareille circonstance, est demeuré infime.

Le recrutement en catimini de 11 ingénieurs (diplômés-chômeurs) en qualité de prospecteurs après tout juste une formation accélérée d'une semaine sur les techniques de lutte, en dit long sur la situation sur le terrain. A cela vient s'ajouter le manque de pistes praticables pour permettre aux avions d'atterrir en vue de se ravitailler et de reprendre le souffle. Aussi, les équipes sur le terrain recourent elles souvent au blocage de la circulation des véhicules sur la route de l'espoir à certains niveaux pour permettre aux avions d'atterrir. Des avions qui doivent parcourir dès fois 40 km pour atteindre leur cible, alors que leur autonomie n'est que de 100 km; ce qui réduit sensiblement leur rendement dans le traitement des zones cibles. Une situation préjudiciable dans la mesure où elle occasionne la dispersion des essaims

rendant davantage la situation beaucoup plus complexe. En fin août et au début du mois de septembre, les opérations de lutte ont été menées bien de façon terrestre qu'aérienne à la fois sur des bandes larvaires et sur des essaims matures en accouplement et ponte. Les opérations ont couvert au cours de cette période 22.552 ha dont 10.350 par voie aérienne. Ce qui porte le cumul des superficies traitées depuis le début de la campagne 2004-2005 qui a commencé le 1er juillet à 39.706,5 ha. Auparavant les interventions aériennes avaient couvert 3.400 ha.

"Un territoire envahi"

Si la Mauritanie est habituée à ce genre de situation, les choses semblent beaucoup plus inquiétantes cette année, car le territoire est pratiquement envahi par les déprédateurs. Au niveau de la zone sud-est du pays qui comprend les deux Hodhs, l'Assaba et le Guidimakha, les autorités du centre de lutte antiacridienne signalent des bandes larvaires dites 1,4 et 1,5 (avant dernier et derniers stades du développement larvaires) avec des mues imaginaires en forte proportion vers la fin de la décade. Les experts notent également le début de la formation d'essaims de jeunes ailés, tout comme ils constatent la présence d'essaims matures et des éclosions. Les experts font le même constat au niveau de la zone sud-ouest qui comprend les wilaya du Gorgol, du Brakna et du Trarza. Pour ce qui concerne la zone Nord du 18è parallèle nord qui couvre les wilaya du centre et

du nord, les prospections ont pu ressortir seulement la présence d'individus grégariques, qui pourraient être issues des essaims en déplacement du nord vers le sud. Seule note d'espoir, aucune concentration n'a été signalée. Par ailleurs l'inquiétude gagne les populations rurales, qui commencent à s'interroger sur la volonté des autorités à les assister ? Elles ne comprennent pas le manque de moyens mis à leur disposition pour faire face à la situation et se disent abandonnées à leur sort. Une chose est pourtant sûre, depuis un certain et pour la première fois dans l'histoire récente de ce pays, les autorités se mobilisent avec autant de patriotisme pour faire face à un problème de portée nationale.

Mais la situation bien que qualifiée de grave par les experts et les officiels mauritaniens ne suscite pas la solidarité de la communauté internationale, qui rechigne à mettre la main à la poche. Mais si le péril acridien perdure, il risque d'avoir des conséquences graves sur la situation alimentaire dans les pays infectés et par conséquent sur les équilibres sociaux déjà très fragiles; La dévastation des pâturages et cultures conduisant irrémédiablement à l'exode rural. Une situation dont s'inquiète le coordinateur de la FAO, le docteur Mohamed Lemine Ould Ahmedou, dont l'institution coordonne les financements destinés aux pays touchés par le fléau et assiste techniquement ces pays.

BA ADAMA MOUSSA